



Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 16 novembre 2022

La réunion a eu lieu par visioconférence.

Ordre du jour :

1. Examen de 19 nouvelles demandes de pétition publique et d'1 nouvelle demande de pétition ordinaire
2. Addendum (Suivi des pétitions en cours d'instruction)
3. 11 projets de procès-verbal à approuver par le Commission des Pétitions (document séparé qui sera transmis via le Courrier électronique de la Chambre des Députés)
4. Divers

*

Présents : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. André Bauler, M. Frank Colabianchi, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Chantal Gary, M. Marc Goergen, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Hansen, M. Max Hengel, M. Fernand Kartheiser, Mme Lydia Mutsch, M. Jean-Paul Schaaf

M. Joé Spier, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Paul Galles

Mme Nathalie Oberweis, observateur délégué

*

Présidence : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Présidente de la Commission

*

1. Examen de 19 nouvelles demandes de pétition publique et d'1 nouvelle demande de pétition ordinaire

AVIS POSITIFS

La Commission des Pétitions a rendu un avis positif quant à la recevabilité des demandes de pétition publique suivantes :

*Demande de pétition publique **2506** - Baisser les prix des loyers*

Dépôt: le 21.10.2022 à 07:46

Pétitionnaire: Catarina Coimbra Rodrigues

*Demande de pétition publique **2511** - Train à grande vitesse de Luxembourg à Bruxelles (en 2h).*

Dépôt: le 28.10.2022 à 08:42

Pétitionnaire: Joao De Sa Ferreira

*Demande de pétition publique **2513** - Een obligatoreschen Éischt-Hëllef-Cours fir kënnen den Führerschäin ze maachen.*

Dépôt: le 28.10.2022 à 23:09

Pétitionnaire: Sebastian Pohl

*Demande de pétition publique **2514** - Mise en place d'actions préventives contre le harcèlement moral au sein des établissements scolaires et de sanctions disciplinaires plus sérieuses à l'égard des auteurs d'harcèlement.*

Dépôt: le 29.10.2022 à 09:57

Pétitionnaire: Lidia Rahal

*Demande de pétition publique **2515** - Passer à l'heure d'été fin février 2023*

Dépôt: le 29.10.2022 à 21:11

Pétitionnaire: Mihaela Benea

*Demande de pétition publique **2516** - Contrôle technique vun de Gefierer all 2 Joer wéi an deenen aneren EU-Länner och*

Dépôt: le 30.10.2022 à 15:57

Pétitionnaire: Marc Detail

*Demande de pétition publique **2517** - Reconnaissance de la maladie de la Fibromyalgie*

Dépôt: le 31.10.2022 à 13:37

Pétitionnaire: Sabrina Reverberi

*Demande de pétition publique **2519** - Abolition de la chasse type battue / Cette pétition a pour but de faire réagir face à ce type de chasse qui est une torture envers les animaux chassés.*

Dépôt: le 03.11.2022 à 09:03

Pétitionnaire: Cyril Perrichon

*Demande de pétition publique **2521** - Horaires plus flexibles de la Bibliothèque Nationale du Luxembourg: des heures d'ouverture plus accommodantes pour des employés, fonctionnaires et étudiants*

Dépôt: le 04.11.2022 à 11:48

Pétitionnaire: Carmine Ferraro

*Demande de pétition publique **2525** - Assurer un accès au logement aux étudiants et doctorants de l'Université du Luxembourg sur le marché privé.*

Dépôt: le 10-11-2022 à 16:19

Pétitionnaire: Rafieh Mosaheb

*Demande de pétition publique **2481** - Upassen vun den "Avertissements Taxés" Tariffer*
Dépôt: le 06.10.2022 à 12:59
Pétitionnaire: Gérard Koneczny

AVIS NEGATIFS

La Commission des Pétitions a rendu un avis négatif quant à la recevabilité des demandes de pétition publique suivantes :

*Demande de pétition publique **2523** - Droit à sa propre information concernant sa santé*
Dépôt: le 07.11.2022 à 02:11
Pétitionnaire: Henri Paul Klein

Motivation :

Le texte de la pétition est jugé complètement incompréhensible.

*Demande de pétition publique **2524** - Réformer l'indexation*
Dépôt: le 08.11.2022 à 09:29
Pétitionnaire: Pierre Tarczyński

Motivation :

Pétition similaire quant à son fond à la pétition publique 2496 – *Index soll un de Salaire gekoppelt gin*, déposée le 15.10.2022. La présente pétition est irrecevable en raison de l'article 166, paragraphe 3, alinéa 2, du règlement de la Chambre des Députés qui dispose qu'une pétition introduite sur le site Internet de la Chambre ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction.

A REFORMULER

*Demande de pétition publique **2507** - Augmenter le chèques-services - les mêmes droits pour tous*
Dépôt: le 21.10.2022 à 13:53
Pétitionnaire: Andrea Chaves

Motivation :

Le texte de la pétition n'est pas très compréhensible. A l'intitulé, le pétitionnaire doit préciser l'objectif qu'il entend poursuivre. La commission croit comprendre que le pétitionnaire demande d'augmenter la valeur des chèques-services. Il est également prié de mieux expliquer le but et la motivation de l'intérêt général de la pétition.

*Demande de pétition publique **2508** - Fairer Prozess für Frank Schneider in Luxemburg und keine Auslieferung in die USA*
Dépôt: le 23.10.2022 à 11:52
Pétitionnaire: Carole Weis

Motivation :

La commission rend la pétitionnaire attentive à certaines erreurs factuelles contenues dans sa pétition et prie l'auteure de la pétition de redresser les affirmations erronées. Monsieur Schneider, visé par la pétitionnaire, n'a jamais été le chef ou le directeur du service de renseignement. Il en était le chef des opérations. Par ailleurs, vu le nombre impressionnant d'articles de presse et de reportages en lien avec la situation mentionnée dans la pétition, il apparaît comme intenable d'affirmer que la presse n'en ait pas faite l'écho.

*Demande de pétition publique **2510** - Offrir l'asile aux Russes contre la guerre*

Dépôt: le 25.10.2022 à 20:34

Pétitionnaire: Sergei Kusheev

Motivation :

La commission rend le pétitionnaire attentif au fait que les personnes visées peuvent déjà demander l'asile dans l'Union européenne, même si la procédure n'est pas aisée et si certains pays sont plus réticents que d'autres à l'accorder. Les membres de la commission se demandent dès lors, si le pétitionnaire veut demander un allègement des procédures. Si le pétitionnaire décide de poursuivre sa démarche, la commission lui demande de préciser davantage l'aspect de l'allègement des procédures d'asile dans sa pétition.

*Demande de pétition publique **2518** - Réduire le temps d'attente aux urgences hospitalières et augmenter leur efficience !*

Dépôt: le 01.11.2022 à 22:52

Pétitionnaire: Anne Goeres

Motivation :

La commission prie la pétitionnaire de supprimer ou de modifier les termes « ...la lassitude du personnel hospitalier... ». Les membres de la commission estiment qu'il s'agit d'une appréciation personnelle qui manque de considération par rapport aux efforts d'un personnel généralement très dévoué à la tâche.

*Demande de pétition publique **2520** - Rennstrecke in Luxemburg*

Dépôt: le 04.11.2022 à 03:59

Pétitionnaire: Sam Hardt

Motivation :

En particulier, la commission demande au pétitionnaire de mieux formuler l'intitulé et d'en faire une phrase compréhensible qui reflète d'objet poursuivi.

*Demande de pétition publique **2522** - Distribution du pain non vendu*

Dépôt: le 06.11.2022 à 14:51

Pétitionnaire: Margarita Krier

Motivation :

La commission constate que de nombreuses initiatives de distribution d'aliments non-vendus existent déjà de par le pays et que notamment les grandes surfaces s'engagent très activement dans cette voie. Partant, la commission croit comprendre que la pétitionnaire vise avant tout une extension de la distribution du pain qui n'est pas vendu. Elle est dès lors priée de faire abstraction des grandes surfaces et de focaliser son texte sur ladite distribution renforcée de pain. Par ailleurs, les membres de la commission prient l'auteure de la pétition de supprimer les termes « ...le bon sens enfin ! », termes qui semblent suggérer que personne jusqu'à présent n'aurait eu l'idée d'organiser une distribution alimentaire.

*Demande de pétition publique **2493** - Interdire le mariage à blanc !*

Dépôt: le 13.10.2022 à 08:21

Pétitionnaire: Jacques Parasch

Motivation :

La Commission des Pétitions a examiné la pétition reformulée 2493 et elle remercie le pétitionnaire d'avoir fait abstraction des liens avec les familles monoparentales et

l'aspect de la criminalité. Toutefois, la commission constate que le pétitionnaire demande dans l'intitulé d'interdire les mariages blancs, ce qui est déjà aujourd'hui le cas. La commission signale au pétitionnaire qu'il faudrait modifier l'intitulé de sorte à revendiquer un meilleur contrôle de cette interdiction. La suite du texte devrait également refléter cette considération.

EN SUSPENS

*Demande de pétition publique **2512** - Elterengeld amplaz vun institutionellen Ariichtungen*

Dépôt: le 28.10.2022 à 16:34

Pétitionnaire: Luc Firmin Martiny

Motivation :

La commission constate que le sujet de la pétition est similaire à celui qui faisait déjà l'objet de la pétition publique 2061 et qui avait donné lieu à un débat public, avec conclusions, en date du 5 mai 2022. Le secrétariat de la commission adresse la pétition 2061 ainsi que le procès-verbal relatif au débat public à l'auteur de la pétition 2512, en vue de l'informer des discussions déjà menées en rapport avec le sujet qu'il met en avant. Le pétitionnaire sera prié de signaler s'il entend maintenir sa demande de pétition publique.

Échange de vues

Concernant la demande de pétition publique **2508** - *Fairer Prozess für Frank Schneider in Luxemburg und keine Auslieferung in die USA*, Monsieur le Député Marc Goergen soulève la question de la compétence des instances judiciaires. L'orateur constate qu'en l'espèce, le Luxembourg n'est pas compétent et que, partant, la présente demande de pétition publique n'est pas recevable. L'orateur critique encore que le pétitionnaire véhicule l'impression que la justice française et la justice américaine ne seraient pas équitables. L'orateur constate que le personnage visé par la pétition a pu faire un recours en France. L'orateur estime que cette procédure est tout à fait équitable.

Madame la Présidente donne à considérer que la pétition contient deux aspects : l'équité des procédures judiciaires et la demande de ne pas extraditer la personne visée par la pétition.

Monsieur le Député Jean-Paul Schaaf pense que l'objectif principal de la pétitionnaire concerne l'éventuelle extradition de l'ancien agent secret.

Monsieur le Député Marc Hansen estime que le procès qui s'est déroulé en France, selon les normes juridiques françaises, est équitable et suit son chemin. L'orateur signale qu'il est faux d'affirmer que la presse n'ait pas rapportée l'affaire. Au contraire, toute la presse en a fait état. Par ailleurs l'orateur constate que la pétition parle d'une manière erronée du chef du service de renseignement, ce que le personnage visé n'a jamais été.

Monsieur le Député Fernand Kartheiser estime qu'il faut demander à la pétitionnaire de corriger les erreurs factuelles, mais qu'il ne faut pas considérer la question de la compétence pour cette affaire, étant donné que les avis au sein de la Commission des Pétitions divergent à cet égard.

Madame la Présidente conclut que l'on demandera à la pétitionnaire de corriger l'erreur relative au chef du service de renseignement ainsi que d'omettre l'affirmation selon laquelle la presse n'aurait pas relevé l'affaire.

Monsieur le Député Marc Goergen n'est pas d'accord avec cette décision. Il maintient que le Luxembourg n'est pas compétent et que la demande de pétition publique sous avis est dès lors irrecevable. L'orateur tient à ce que sa position divergente soit marquée dans le procès-verbal de la réunion.

Quant à la demande de pétition publique **2512** - *Elterengeld amplaz vun institutionellen Arichtungen*, Madame la Présidente constate que le texte contient une forme personnelle, mais qui est acceptable. L'oratrice constate que le dépôt d'une pétition similaire, à savoir la pétition publique 2061, remonte à plus d'une année et que dès lors, de ce fait, la demande de pétition sous examen est recevable.

Monsieur le Député André Bauler fait remarquer que le sujet de la pétition sous examen fut assez récemment traité dans le cadre d'un débat public (débat public du 5 mai 2022 relatif à la pétition 2061 - *Ënnerstëtzung fir d'Elteren deenen hier Kanner NET an eng Maison relais ginn*).

Madame la Députée Simone Asselborn-Bintz pense qu'il n'est pas très heureux de revenir aussi rapidement à un sujet qui fut récemment traité en long et en large dans le contexte d'un débat public, même si la date du dépôt des pétitions respectives permet de déclarer recevable la pétition sous examen.

Madame la Présidente demande si la pétition sous examen est suffisamment distincte de la pétition 2061 pour l'accepter.

Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo estime qu'il n'est pas utile de chercher une infime différence entre les deux pétitions qui sont identiques quant à leur fond. L'orateur suggère de contacter l'auteur de la pétition 2512 sous examen et de le rendre attentif au débat qui a eu lieu. L'orateur pense que des répétitions incessantes de pétitions et de débats sur un même sujet risquent de saper le travail de la Commission des Pétitions.

Monsieur le Député Marc Goergen signale qu'il convient de se tenir scrupuleusement au règlement. Puisque la demande de pétition publique sous examen satisfait au délai de carence défini par le règlement, elle doit être acceptée. L'orateur pense que si le gouvernement ne réagit pas à la suite d'un débat public, il faut que les citoyens aient la possibilité de revenir à la charge par le moyen d'une nouvelle pétition.

Monsieur le Député Jean-Marie Halsdorf n'est pas enchanté que l'on revienne aussi rapidement à un sujet débattu, mais il relève que le règlement ne permet pas de débouter la demande de pétition publique 2512.

Monsieur le Député Marc Hansen signale qu'il faut se pencher sur le règlement et l'adapter assez rapidement afin de clarifier le point qui vient d'être discuté. D'une part, l'orateur comprend le point de vue défendu par le Député Marc Goergen, d'autre part, en l'espèce, l'instrument des pétitions publiques risque de frôler le ridicule si les débats sont renouvelés incessamment. L'orateur rappelle que le fond de cette problématique avait déjà surgi dans le contexte des nombreux débats relatifs à la pandémie. Monsieur le Député suggère que l'on devrait fixer un délai, par exemple une année, à la suite d'un débat public avant qu'une pétition sur le même sujet ne soit de nouveau recevable.

Monsieur le Député Gusty Graas exige que l'on se tienne aux règles qui existent, au risque même de se rendre ridicule en renouvelant les débats sur le même sujet. L'orateur plaide par ailleurs à ce que le règlement soit rapidement revu sur le point qui vient d'être évoqué.

Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo rejoint les réflexions de Monsieur Hansen et de Monsieur Graas au sujet d'une révision du règlement. Pour l'instant, l'orateur propose de communiquer au pétitionnaire le texte de la pétition 2061 ainsi que le procès-verbal du débat du 5 mai 2022. Si ensuite le pétitionnaire insiste à poursuivre sa démarche, il faudra l'accepter.

Madame la Présidente soutient cette manière de procéder. Elle donne par ailleurs à considérer qu'un délai de carence supplémentaire d'une année, qui serait introduit dans le règlement de la Chambre, aurait comme effet de reporter les dates effectives des dépôts de pétitions publiques.

Madame la Députée Simone Asselborn-Bintz suggère une double conditionnalité : un délai de carence d'une année à la suite d'un dépôt et une année de carence à la suite d'un débat.

Monsieur le Député André Bauler se félicite du présent échange de vues. Il est aussi de l'avis que le système des pétitions publiques peut, le cas échéant, encourir le risque d'être mené *ad absurdum*. L'orateur soutient la proposition faite par Madame la Députée Simone Asselborn-Bintz relative à la modification du règlement de la Chambre des Députés.

La commission met en suspens la demande de pétition publique 2512.

En ce qui concerne la demande de pétition publique **2516** - *Contrôle technique vun de Gefierer all 2 Joer wéi an deenen aneren EU-Länner och*, la commission constate que les voitures nouvelles doivent passer une première fois au contrôle technique quatre années après leur acquisition et qu'elles doivent être contrôlées une seconde fois six ans après l'acquisition et, par la suite, tous les ans. La commission regrette que la pétition sous examen n'est pas formulée très précisément à cet égard, mais les membres de la commission sont d'avis que le texte est suffisamment compréhensible. Dès lors, la demande de pétition est acceptée.

Quant à la demande de pétition publique **2493** - *Interdire le mariage à blanc !*, qui a déjà été reformulée par son auteur, Monsieur le Député Jean-Paul Schaaf se dit mal à l'aise en face du nouveau texte, car celui-ci laisse encore sousentendre que le mariage blanc serait admis au Luxembourg, ce qui n'est pas le cas.

Monsieur le Député Marc Hansen estime que la demande de pétition n'est pas recevable puisque le mariage blanc est interdit, même s'il pose des problèmes de contrôle.

Madame la Présidente suggère que l'on demande une nouvelle fois au pétitionnaire de reformuler son texte, notamment à l'endroit de l'intitulé, et que l'on insiste à ce qu'il se focalise sur un meilleur contrôle au lieu de revendiquer une interdiction qui existe déjà.

Monsieur le Député Gusty Graas rappelle que les communes ne peuvent pas interdire un mariage, mais qu'en cas de doute, il est désormais possible d'en saisir le parquet. L'orateur est d'accord que le pétitionnaire soit prié de reformuler sa pétition de façon à ce qu'on puisse comprendre son intention.

1 DEMANDE DE PÉTITION ORDINAIRE

*Demande de pétition ordinaire **2509** - Le Casino sur gta 5*

Dépôt: le 18.10.2022 à 10:27

Pétitionnaire: Adriano Antinori

Le pétitionnaire sera prié de reformuler sa pétition afin de la rendre compréhensible.

2. Addendum (Suivi des pétitions en cours d'instruction)

VALIDATIONS DE SIGNATURES (SEUIL DES 4.500 SIGNATURES NON ATTEINT)

La commission procède à la validation des signatures des pétitions suivantes :

Pétition publique 2394 - Pour le maintien d'une station-service proposant le CNG (Compressed Natural Gas) / GNC (Gaz Naturel Compressé) comme carburant alternatif à Luxembourg-Ville

Signatures : 49

Doublons : 1

Pétition publique 2395 - Empêcher la promotion, la légalisation et la normalisation des comportements sexualisés avec les enfants - utiliser des études/audits approfondis

Signatures : 46

Doublons : 2

Pétition publique 2407 - Action citoyenne contre la vente de drogues illicites

Signatures : 55

Doublons : 2

Pétition publique 2409 - Limiter la hausse des prix sur les produits essentiels à la vie courante

Signatures : 347

Doublons : 1

Pétition publique 2411 - Port du casque obligatoire pour les cyclistes

Signatures : 200

Doublons : 2

Pétition publique 2412 - Géint d'Zwangsmemberschaft bei der Chambre de Commerce Luxembourg

Signatures : 58

Doublons : 0

Pétition publique 2413 - Pour une réduction du temps de fermeture des passages à niveau

Signatures : 31

Doublons : 1

Pétition publique 2416 - Limiter les arrêts de maladie sans certificat médical pour arrêter l'exploitation du système

Signatures : 136

Doublons : 1

Pétition publique 2418 - Retrait de document du dossier personnel des fonctionnaires et employé/e/s de l'État ou d'une commune.

Signatures : 49

Doublons : 1

Pétition publique 2421 - Steigerung der Produktion erneuerbarer Energie aus der Photovoltaik, indem die staatliche Unterstützung von direkten Subsidien auf Garantie des Bankkredits umgestellt werden

Signatures : 84

Doublons : 0

Pétition publique 2423 - Rauchverbot auf Terrassen

Signatures : 1374

Doublons : 19

Pétition publique 2426 - Supprimer les tranches d'imposition de 8 % et 9 % en augmentant l'abattement fiscal de 0 % de 11 265 EUR actuels à 15 009 EUR lorsque la tranche d'imposition de 10 % est déclenchée

Signatures : 42

Doublons : 0

Pétition publique 2431 - Wasserstoff Tankstellen Netz a Lëtzebuerg ufänken fir de Leit eng Propper alternativ zur Elektromobilitéit ze bidden

Signatures : 233

Doublons : 7

Pétition publique 2433 - Lorsque les dépenses défalquables, aux impôts, sont plus grandes que les impôts prélevés, permettre le report de perte pour les particuliers au niveau des impôts, comme pour les commerçants.

Signatures : 20

Doublons : 0

Pétition publique 2435 - #BanPrivateJets Start- a Landefraisen vu Privatjeten zu Lëtzebuerg enorm erhéijen / - / #BanPrivateJets Make takeoff and landing fees of private jets in Luxembourg extremely expensive

Signatures : 87

Doublons : 1

Pétition publique 2436 - Faisons du permis B100 un permis européen

Signatures : 220

Doublons : 6

Pétition publique 2437 - Allgemengt Fëmmverbuet an der Öffentlechkeet

Signatures : 242

Doublons : 10

Pétition publique 2438 - Fir déi järerlech Upassung vun de Steiertabellen un d'Inflatioun

Signatures : 464

Doublons : 14

Pétition publique 2443 - Erlaubnis mit einem D-Führerschein einen Camper über 3,5 Tonnen zu fahren

Signatures : 246

Doublons : 2

Pétition publique 2444 - Panneauen/héijen Drot vun max 4 Meter op den Stroossen, Autobunnen, etc. ouni Lächer dotëschent. Fir d'Emkommen vun den Déieren ze verhënneren.

Signatures : 63

Doublons : 1

Pétition publique 2448 - Camping Adresse, jeder der auf dem Camping wohnt sollte sich auch auf dieser Adresse anmelden dürfen.

Signatures : 354

Doublons : 9

Pétition publique 2452 - Verdoppelung der Steuer auf Zigaretten, E-Zigaretten und Tabakwaren

Signatures : 165

Doublons : 11

Pétition publique 2453 - Subvention fürs Nachrüsten eines Akkus bei Betreiben einer Photovoltaik-Anlage mit Überschusseinspeisung

Signatures : 286

Doublons : 11

DEMANDES DE RECLASSEMENT EN PETITIONS ORDINAIRES

La commission accepte le reclassement en pétition ordinaire des pétitions publiques suivantes :

Pétition publique 2355 - Extinction de l'éclairage public en zone peu ou pas fréquentée la nuit (principalement en dehors des centres urbains) (*280 signatures*)

Pétition publique 2356 - Prise en charge des frais de justice des citoyens par l'État (*538 signatures*)

Pétition publique 2391 - Établir des procédures d'enquête médico-légales professionnelles obligatoires dans tous les cas signalés d'abus d'enfants. (*87 signatures*)

CLÔTURES

La commission procède à la clôture des pétitions suivantes :

Les auteurs des pétitions suivantes ne se sont pas prononcés en faveur d'un reclassement en pétition ordinaire

Pétition publique 2300 - De Meeschter soll am Lëtzebuenger Qualifikationsrahmen op de Niveau 6 opgewäert ginn. Le brevet de maîtrise doit être revalorisé au niveau 6 dans le cadre de qualification luxembourgeois.

Pétition publique 2307 - Androen vum Asow Regiment an Ajdar Batallion op d'Lëscht vun den internationalen Terrororganisationen

Pétition publique 2319 - Hausse du nombre de voies réservées aux transports en commun et mise en place de règles de circulation aux abords de la Gare de Luxembourg

Pétition publique 2323 - Réduire le temps d'attente pour les mammographies au Luxembourg

Pétition publique 2327 - Abolition du notariat

Pétition publique 2330 - Pour la flexibilisation des heures d'ouverture des commerces essentiels au Grand-Duché

Pétition publique 2331 - Un pas vers l'indépendance énergétique du Luxembourg - Interdiction de nouvelles chaudières à gaz et au fioul

Pétition publique 2335 - Verbesserte finanzielle Unterstützung für Pflegebedürftige.

Pétition publique 2337 - Méi streng Strofen bei der Iwwerschreidung vun der Vitess an den Uertschaften an och an den 30er Zonen

Pétition publique 2342 - Rehkiztod bei der Grasernte durch obligatorische Wärmesensoren an Rotormähern vom Typ Schmetterling stoppen.

Pétition publique 2343 - Stopp vun den stännegen Präisännerungen vum Bensinn & Diesel

Pétition publique 2348 - INTERDICTION DES BRUITS DE VOISINAGE LES DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS

Pétition publique 2350 - Prime fir den Travailleur désigné - Fachkraaft fir Aarbechtssécherheet

Pétition publique 2351 - Kitzrettung

Pétition publique 2352 - Proposition d'une nouvelle déduction fiscale pour la pratique d'une activité sportive.

Pétition publique 2354 - Ofschaffen vun de Parteien an der Politik

Pétition publique 2358 - Den Führerschein B100 (Motorrad, Motorroller unter 125 ccm) in den Führerschein B (Autoführerschein) integrieren. / Intégration du permis B100 (Motos, Scooters 125 ccm) dans le permis B (voiture).

Pétition publique 2361 - Alkohol an Handy hannert dem Steierrad: Een No-Go. Empfindlech Geld- a Prisongsstrofen fir déi wou et einfach net leieren.

Pétition publique 2363 - Biergerbedeelegung bei Gesetzer

Pétition publique 2370 - Congé extraordinaire fir d'Kanner wann d'Elteren oder een Elterendeel bestued gëtt.

Pétition publique 2372 - Allongement du congé de paternité à 1 mois

Pétition publique 2374 - Indexation automatique des barèmes d'imposition

Pétition publique 2375 - Een Abri géint d'Sonn an de Reen fir Déieren ob de Wisen, wéinstens een décken Bam fir sech drënner ze leeën.

Pétition publique 2379 - Chaque parcomètre en ville devrait proposer la solution scan digicash pour payer le parking en alternative au mode de paiement classique en espèces en vigueur. Ce ne sont pas tous les parcomètres qui ont le système de paiement avec le terminal bancaire.

Pétition publique 2382 - Fir en nationale Plang fir d'Ëmsetzung vum Déiereschutzgesetz

Pétition publique 2386 - Abolition du Conseil de Sécurité de l'ONU

Pétition publique 2400 - Augmentation temporaire du montant total de la faveur fiscale résultant de l'application du taux super-réduit de 3 % pour les nouvelles constructions de 50.000 EUR à 150.000 EUR

PRISES DE POSITION DU GOUVERNEMENT

La commission prend acte des informations et de la prise de position suivantes :

Pétition 2324 - Petitioun fir d'Wuelbefannen an d'Gesondheet vun eise Kanner.

Information du 31 octobre 2022 de la part de Monsieur le Ministre aux Relations avec le Parlement

Pétition 2388 - Pfand für Zigarettkippen

Prise de position du 26 octobre 2022 de la part de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Madame la Présidente salue la prise de position de Madame la Ministre de l'Environnement et signale que la revendication contenue dans la pétition n'est pas facilement réalisable du fait qu'il y a un risque d'abus concernant la provenance des immondiées ramassées.

Pétition 1330 - Mise en place de zones fumeurs publiques et interdiction de fumer dans la rue, renforcement de la lutte contre le jet des mégots de cigarettes sur la voie publique

Information du 14 novembre 2022 de la part de Monsieur le Ministre aux Relations avec le Parlement

Pétition 2463 - 48 lëtzebuergesch Dingos fir d'Ukrain

Prise de position du 28 octobre 2022 de la part de Monsieur le Ministre de la Défense

3. 11 projets de procès-verbal à approuver par le Commission des Pétitions (document séparé qui sera transmis via le Courrier électronique de la Chambre des Députés)

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés.

4. Divers

Information de la Ville de Luxembourg concernant la pétition 2497 :

Pétition publique 2497 - Pour l'amélioration du service Vél'oh! à Luxembourg / l'annulation du contrat avec le groupe industriel JCDecaux

Le pétitionnaire est à informer de l'accusé de réception fourni par la Ville de Luxembourg.

*

Madame la Présidente rappelle que le débat public du 30 novembre 2022, qui sera consacré au télétravail, ne saura se faire en la présence de Madame la Ministre des Finances, retenue à l'étranger à la date prévue pour ce débat. La Ministre des Finances compte soumettre une note en vue de ce débat, relative à un nouvel accord fiscal. L'oratrice signale que la Commission des Finances et du Budget est à associer au débat en question.

*

Les prochaines réunions de la Commission des Pétitions devraient avoir lieu le 9 décembre 2022 à 8 heures et le 21 décembre 2022 à 10 :30 heures.

Luxembourg, le 16 novembre 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact